

Procès Pascal et Pierre : ce que j'ai transmis au tribunal pour les aider au mieux

Cette lettre de René Marchand, dont Maître Ouchikh a lu un extrait, lors du procès de Pascal Hilout et Pierre Cassen, le 5 mars dernier, a été versée au dossier. Rappelons que le jugement sera rendu le 5 juin prochain.

Cher Maître,

Je vous remercie de m'avoir fait savoir que le procès en appel de mes amis Pierre Cassen et Pascal Hilout viendra devant la 17^e chambre le 27 mars prochain. Je regrette vivement de ne pouvoir témoigner en leur faveur au motif que j'ai déposé en première instance. Certains passages des textes qui sont à l'origine de la plainte étant repris d'écrits que j'ai signés, je crois nécessaire, à toutes fins utiles, d'y apporter quelques précisions, que je vous laisse juge de transmettre éventuellement au tribunal.

Le plan de conquête de l'Islam sur l'Europe, tel qu'exposé dans la chronique signé Cyrano, m'a été révélé en 1994 par un jeune Musulman qui s'affirmait en état de Guerre sainte, de djihad, contre la France. Je l'ai rendu public dans mon livre *La France en danger d'islam* en 2002. Voici ce qu'en a dit alors le Père Antoine Moussali, sans aucun doute la plus grande autorité internationale en ce qui concerne les fondements et l'histoire des trois monothéismes (ce savant couvert de titres était aussi dans ces années, avec modestie et généreusement, chargé des relations islamo-chrétiennes au diocèse d'Amiens) :

« Enfin ! Un livre dont je rêvais, que je souhaitais, que j'attendais. Il vient nous sortir de la « paranoïa » de « la

pensée unique ». [...] Il s'agit d'islamiser non seulement la France, mais l'humanité, la planète tout entière. Cela fait partie intégrante, essentielle de l'espérance messianique islamique qui « illumine », qui habite et soulève les peuples islamiques. L'auteur a raison d'affirmer que « l'islamisme, c'est l'islam ». [...] L'islam est ontologiquement conquérant. [...] « Islamiser la France » et toute la planète, cela s'inscrit dans un plan à long terme et qui est en cours. Le *jihâd* (et qu'on ne vienne pas nous dire qu'il s'agit avant tout d'effort moral et spirituel) est en cours. Les réseaux de toutes sortes sont en place et ce n'est pas l'argent qui manque. [...] Et que l'on cesse de faire l'amalgame entre les immigrés venus de l'Europe et ceux venus de l'islam. Ceux-là partageaient la culture occidentale et n'ont eu aucun mal à se couler dans la population française et à s'y assimiler. Les immigrés de l'islam sont étrangers à la culture occidentale et à la francité pour lesquelles ils ont une aversion viscérale. Ce qui rend impensable l'idée d'une assimilation culturelle. » (extraits d'un article paru dans *la Nouvelle revue d'histoire*)

Aurait-il fallu traîner l'érudit devant un tribunal ? Faut-il condamner ceux qui, dix ans plus tard, partagent ses analyses et ses conclusions ?

La réalité de ce plan, en tous points conforme aux traditions de la guerre musulmane de conquête depuis quatorze siècles, est amplement prouvé par les succès obtenus en quelques décennies par les tenants de l'islamisation progressive de l'Europe : augmentation considérable du nombre d'immigrés « réislamisés », qui se déclarent musulmans pratiquants, fréquentent régulièrement les mosquées, jeûnent pendant le mois de ramadan ; multiplication du nombre de femmes voilées dans l'espace public ; apparition de salafistes, inconnus chez nous il y a dix ans... Ce sont là des réalités que nul ne peut nier. Convient-il de les taire et pour quelles raisons ? Est-il interdit de tenter de les expliquer en se référant à un plan de conquête ou encore aux fondements de l'islam et à son

histoire ?

Le silence et la passivité devant l'islamisation en cours de la France et, plus largement, de l'Europe occidentale pourraient se justifier s'il ne s'agissait que d'« accommodements » avec les fidèles d'une religion afin de parvenir à un meilleur « vivre ensemble », comme certains voudraient nous le faire croire.

L'islam n'est pas une religion au sens où nous l'entendons au XXI^e siècle dans nos démocraties. C'est le réduire et le défigurer que de le cantonner dans cette définition – dont, par parenthèse, nous avons hérité des années où l'impérialisme européen tenait l'islam pour un fait de civilisation désormais négligeable, parce que, croyions-nous, à jamais vaincu et en voie d'effacement.

L'islam, autant qu'une religion, est un droit (les magistrats français le savent-ils ?). Ce droit ignore nos distinctions entre profane et sacré, entre droit public et sphère privée, entre loi et morale, entre loi et coutume... et il ne laisse aucune occurrence de la vie humaine en dehors de son champ de compétence. C'est un système « totalitaire » – et, notons-le, aucun ouléma, sunnite ou chiite, ne verra dans ce terme une connotation dépréciative, bien au contraire : la vie de tout Croyant doit être régentée par l'islam.

Et ce totalitarisme est et ne peut être qu'expansionniste et guerrier. Cela en référence à ses textes fondateurs les plus saints :

à savoir le Coran, parole d'Allah, éternelle comme Lui et non révisable d'une part,

les actes et les faits du Prophète, le Beau Modèle (les hadîths) d'autre part,

qui sont les deux sources de la Loi (la sharia), fixée au X^e

siècle, et reconnue aujourd'hui comme seule loi ou, au moins, « principale source de la législation » dans les cinquante-sept pays de l'Organisation de la coopération islamique ((qui se présente comme « la plus importante organisation internationale après l'ONU » et prétend être autorisée à s'exprimer au nom d'un milliard six-cents millions d'êtres humains)).

L'expansion de l'islam est le devoir le plus sacré pour un Musulman et parmi les moyens de cette expansion figure expressément la guerre, la guerre par les armes et la guerre par la ruse, la *taqiyya*, Aucune paix définitive n'est admise avec les pays non-musulmans, seulement des trêves de dix ans au plus lorsque le parti musulman est en position de faiblesse.

Va-t-on reprocher à des Musulmans d'accomplir le devoir sacré d'expansion de l'islam et de se conformer à un type de guerre recommandé dans leurs textes les plus saints ?

Religion ? Mais la loi de la République est claire ! La loi de 1905, qui règlemente la place des religions dans notre démocratie, est sans équivoque dans son article premier :

« La République assure la liberté de conscience »,

ce qui, très explicitement signifie que, là où il n'y a pas liberté de conscience, on ne saurait parler de « religion ».

Or, l'islam ignore la liberté de conscience et, même, l'interdit : un Musulman qui veut quitter l'islam est, selon le Coran, condamné à mort (peine encore appliquée dans certains pays ; ailleurs, comme dans l'Egypte dite « laïque » d'hier, « l'apostat » était « seulement » divorcé de son épouse musulmane, privé de ses enfants, exilé) ; les enfants d'un Musulman sont musulmans et, donc, eux aussi, interdits d'« apostasie » ; une Musulmane n'est pas autorisée à épouser un non-Musulman ; l'Organisation de la coopération islamique considère que toute critique de l'islam, toute demande de

réforme de l'islam, tout examen critique des textes fondateurs comme autant de faits constitutifs du « blasphème », à sanctionner par la loi)...

C'est cela l'islam. C'est le respecter que de le considérer dans sa réalité. C'est faire preuve d'irréalisme que de le faire entrer dans le cadre de nos religions. En fait, les tenants de l'islam-religion manifestent du... « racisme », un mot qu'ils utilisent à tout propos en en faussant le sens : ils n'acceptent l'islam qu'à condition qu'il ne soit plus l'islam. J'affirme, au risque de les faire hurler, qu'ils sont les héritiers des colonialistes qui considéraient comme un devoir, disaient-ils, « d'apporter la Civilisation aux races inférieures » et, dans ce but, avec le concours de pseudo « interlocuteurs valables » à leur botte, n'hésitaient à mentir, tricher, défigurer, avilir... et surtout à rabaisser, à minimiser, à dévaloriser les civilisations qui s'opposaient à leur hégémonisme. L'islam-religion, l'islam laïque, l'islam à la française est un artefact de l'Occident demeuré culturellement ethnocentriste, refusant de prendre en considération les autres civilisations dans leur intégralité, avec leurs valeurs, leurs exigences et, parfois, leur hostilité.

Derrière le faux-semblant d'islam-religion, les Musulmans en guerre de conquête contre l'Europe utilisent nos propres valeurs de tolérance, de respect de la liberté de conscience... – inconnues, je le répète en islam – pour saper nos traditions, obtenir toujours plus d'« accommodements raisonnables », communautariser des parcelles de territoire, s'y créer de véritables zones interdites où ils peuvent à leur guise contrevenir à nos lois, imposer leur tyrannie et violenter ceux qui leur résistent...

Imprégnons-nous de cette réalité : la *taqiyya*, la ruse, cette forme de guerre, pratiquée par le Beau Modèle, est non seulement légale, mais recommandée. C'est cette forme de guerre qui, sur notre sol, est conduite contre nous. Les

créations occidentales d'islam modéré, d'islam laïque, d'islam à la française... ne font que concourir à la réalisation de ses objectifs en servant de cheval de Troie à des agresseurs pour nous bernier et nous asservir.

Pierre Cassen et Pascal Hilout mènent le combat contre un adversaire dont le but déclaré est de détruire notre civilisation et de la remplacer par l'islam. Que leur reproche-t-on ? Leur lucidité ?

Attaquant l'islam, nous dit-on, ils « stigmatisent » les Musulmans ?

Je dirai au contraire ; ils cherchent à protéger beaucoup de ceux que nos gouvernants, demeurés colonialistes, ont catalogués sous le terme englobant de Musulmans. tous ces hommes et toutes ces femmes nés musulmans qui veulent s'extirper d'un totalitarisme et bénéficier des possibilités de réalisation personnelle que leur offrent notre démocratie, notre droit privé, notre civilisation fondée sur la liberté de conscience et d'expression. Ceux-là, que j'appelle des « plus que Français », parce que Français par choix, allons-nous les abandonner aux troupes du totalitarisme islamique, comme nous avons abandonné les Allemands démocrates aux brutes d'un autre totalitarisme dans les années trente du siècle passé ?

Pensez à ce qui se serait passé si, à cette époque, les dirigeants des démocraties avaient dit : « Le nazisme est notre ennemi. Voici son vrai visage et voici pourquoi nous sommes résolus à le combattre. » A combien d'Allemands démocrates aurions-nous évité les camps de concentration ? Des gouvernants lâches ou aveugles auraient-ils pu laisser Hitler et ses sbires poursuivre leur politique de réarmement, leur stratégie expansionniste sans provoquer une réaction des peuples, désormais en état d'alerte ? Les nazis se seraient-ils livrés aussi impunément à la persécution des Juifs, en Allemagne d'abord, puis dans toute l'Europe ? Nous avons les moyens d'éviter la shoah, le deuxième conflit mondial... Notre

refus de regarder en face les visées d'un totalitarisme alors que nous étions en mesure de l'endiguer sans verser une goutte de sang nous a conduits à la fois au déshonneur et à la guerre.

Je trouve particulièrement honteux – et je pèse mes mots – que des Français osent trainer en justice mon ami Pascal Hilout, qui a su affronter les obstacles nombreux et les dangers réels de « l'apostasie » pour devenir pleinement citoyen de notre patrie. Des Pascal Hilout, j'en ai connu beaucoup dans ma jeunesse, camarades d'étude, de travail ou de guerre, quand l'islam et ses complices n'étaient pas implantés en Europe au point d'exercer leur pression antidémocratique sans rencontrer d'obstacle de la part des pouvoirs publics. Je veux demeurer fidèle à leur mémoire. A eux, à leurs enfants, comme à Pascal Hilout, je dis : « Je serai toujours à vos côtés, pour sauvegarder les Musulmans d'origine qui veulent s'affranchir d'un totalitarisme, pour sauvegarder les libertés qui fondent notre démocratie, pour mon honneur aussi. »

Je suis certain, cher Maître, que vous saurez trouver les mots pour qu'un tribunal de la République française ne se discrédite pas en condamnant des défenseurs de la liberté et, de tout cœur avec vous et les accusés, je vous prie d'agréer l'expression de ma considération la meilleure.

René Marchand